

La crise du détroit d'Hormuz et ses effets sur la rive sud de la Méditerranée

La crise du détroit d'Hormuz de 2026 — déclenchée fin février 2026 par l'agression armée contre l'Iran par la coalition américano-israélienne — constitue le plus grand choc subi par les marchés mondiaux de l'énergie et de la logistique maritime depuis des décennies. Bien que ce goulot d'étranglement soit situé à des milliers de kilomètres des côtes nord-africaines, la fermeture de facto du détroit (ayant provoqué une chute brutale du trafic et une envolée du baril de Brent jusqu'à un pic de 126 dollars) a généré une onde de choc multidimensionnelle dans toute la région du Sud de la Méditerranée (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc)

L'impact de cette crise majeure sur la rive sud de la Méditerranée se décline en dynamiques profondément asymétriques : si elle a représenté une aubaine financière temporaire pour les pays exportateurs, elle a parallèlement asphyxié les économies importatrices, menacé la sécurité alimentaire régionale et transformé la structure géopolitique locale.

1. La fracture macroéconomique : Exportateurs bénéficiaires vs Importateurs asphyxiés

L'effet le plus immédiat de la crise d'Hormuz s'est matérialisé par la flambée brutale des prix des hydrocarbures. Sur la rive sud de la Méditerranée, cette réalité a tracé une ligne de démarcation nette entre deux blocs économiques aux structures opposées.

L'aubaine fiscale pour l'Algérie et la Libye

Pour les pays exportateurs nets de pétrole et de gaz de la région, la crise a pris les traits d'un puissant catalyseur budgétaire.

- **L'Algérie**, forte de ses infrastructures de gazoducs (Medgaz et Transmed) la reliant directement à l'Europe, a vu ses recettes extérieures grimper en flèche. L'impossibilité pour l'Europe de s'approvisionner normalement en Gaz Naturel Liquéfié (GNL) en provenance du Golfe (notamment du Qatar, dont le trafic a été paralysé) a redirigé la demande solvable vers le gaz algérien. L'Algérie a ainsi

engrangé des excédents commerciaux imprévus, consolidant ses réserves de change et lui offrant des marges de manœuvre politiques intérieures considérables.

- **La Libye**, malgré son instabilité politique chronique, a profité de la hausse du baril pour maximiser ses revenus d'exportation pétrolière via ses terminaux méditerranéens exemptés des tensions du Golfe. Ces pétrodollars ont temporairement renfloué les caisses de la Banque centrale libyenne, bien que la redistribution de cette rente demeure un sujet de contentieux interne.

Le choc de la balance des paiements pour le Maroc et la Tunisie

À l'inverse, pour les économies fortement dépendantes des importations d'énergie, la hausse du prix du Brent au-delà des 100 dollars a provoqué des effets dévastateurs.

- **Le Maroc**, qui importe plus de 90 % de ses besoins énergétiques, a vu sa facture énergétique s'alourdir de manière critique. Cela s'est traduit par un creusement abyssal du déficit commercial et une pression intense sur le budget de la Caisse de compensation, qui subventionne le gaz de pétrole liquéfié (butane) et les carburants pour préserver la paix sociale.

- **La Tunisie** a subi un impact encore plus violent en raison de sa fragilité financière préexistante. Le renchérissement des produits pétroliers raffinés a fait exploser le

déficit de la balance courante. Faute de devises suffisantes et face à des lignes de crédit internationales saturées, le pays a dû faire face à des pénuries chroniques de carburant à la pompe et à des arbitrages budgétaires douloureux au détriment des investissements publics.

2. Le double choc logistique et l'asphyxie du canal de Suez

La crise d'Hormuz ne s'est pas cantonnée aux marchés énergétiques ; elle s'est doublée d'une désorganisation systémique des chaînes de valeur maritimes mondiales. Le Sud de la Méditerranée s'est retrouvé au cœur d'un goulot d'étranglement logistique.

Le choc économique égyptien et la crise du canal de Suez

L'Égypte est sans doute la nation du Sud de la Méditerranée qui a payé le tribut le plus lourd à cette crise. En raison des tensions militaires généralisées au Moyen-Orient et des risques d'extension des conflits maritimes aux verrous adjacents (comme le détroit de Bab el-Mandeb), les grandes compagnies maritimes ont massivement choisi d'éviter l'axe Mer Rouge - Canal de Suez.

Les armateurs ont préféré dérouter leurs navires par la route longue du Cap de Bonne-Espérance.

En conséquence, le trafic à travers le canal de Suez a chuté de manière vertigineuse. Pour le gouvernement égyptien, cette désertion a représenté une perte sèche d'un tiers de ses rentrées habituelles en dollars, privant l'État d'une ressource vitale au moment précis où la facture de ses propres importations énergétiques s'envolait. Cette crise des devises a provoqué une dépréciation brutale de la livre égyptienne et alimenté une inflation galopante.

L'explosion du coût du fret en Méditerranée

Pour l'ensemble du Maghreb, la désorganisation du trafic mondial s'est traduite par une hausse exponentielle des coûts de fret maritime. Les tarifs de transport par conteneur sur l'axe Asie-Méditerranée ont bondi jusqu'à 8 500 dollars par FEU (équivalent quarante pieds). De plus, les primes d'assurance contre les risques de guerre imposées par les syndicats de sots maritimes ont renchéri le coût de la moindre marchandise transitant par la Méditerranée. Les ports de conteneurs majeurs de la rive sud, comme Tanger Med au Maroc ou Enfidha en Tunisie, ont dû jongler avec des ruptures de chaînes d'approvisionnement et des retards critiques de livraison de composants industriels intermédiaires.

3. La menace systémique sur la sécurité alimentaire et l'agriculture

L'un des impacts les plus pervers et les moins anticipés de la crise d'Hormuz sur le Sud de la Méditerranée réside dans sa corrélation directe avec la sécurité alimentaire. La région, structurellement dépendante des marchés extérieurs pour sa subsistance, a été frappée de plein fouet.

L'étranglement du marché des engrais

Le golfe Persique est l'un des principaux pôles mondiaux de production d'urée et d'ammoniac, des composants fondamentaux des engrais synthétiques fabriqués à partir de la transformation du gaz naturel. Le blocage des expéditions maritimes hors d'Hormuz a paralysé les exportations de ces intrants agricoles indispensables.

Pour les pays d'Afrique du Nord, cette situation a provoqué une pénurie d'engrais et une hausse drastique de leurs prix sur les marchés locaux. Même une puissance productrice de phosphates comme le Maroc a subi les contrecoups de la désorganisation des chaînes de mélange d'azote et de potasse. Le secteur agricole maghrébin, déjà fragilisé par des cycles successifs de sécheresse intense liés au changement climatique, a vu ses rendements potentiels s'effondrer, augurant des crises de production domestique à moyen terme.

L'effet d'amplification sur le prix des céréales

L'Égypte, premier importateur mondial de blé, a vu son équilibre alimentaire directement menacé. Pour chaque hausse de 10 % des prix alimentaires mondiaux induite par les surcoûts logistiques et pétroliers, l'État égyptien a dû mobiliser 1,5 milliard de dollars supplémentaires pour maintenir ses programmes de subvention du pain de subsistance. Dans un contexte de tarissement des réserves de change, le spectre des « émeutes du pain » est réapparu comme une préoccupation sécuritaire majeure pour les régimes de la région.

4. Répercussions sociales, rationnement et tensions internes

La traduction de ces déséquilibres macroéconomiques dans la vie quotidienne des populations du Sud de la Méditerranée a été immédiate et douloureuse.

L'inflation importée a laminé le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires. En Égypte et en Tunisie, les gouvernements ont été contraints de mettre en place des mesures de rationnement de l'électricité (délestages programmés) pour économiser le gaz et le fioul destinés aux centrales thermiques nationales. Ces coupures de courant répétées ont pesé sur l'activité des petites entreprises, accru le mécontentement social et exacerbé les tensions politiques domestiques.

5. Reconfiguration géopolitique et repositionnement stratégique

La crise prolongée d'Hormuz a agi comme un puissant accélérateur de la reconfiguration des alliances à l'échelle de la grande Méditerranée.

Le pivot forcé vers l'Europe et la diversification des routes

Face au blocage des flux en provenance du Golfe, l'Europe a érigé l'Afrique du Nord en partenaire de sécurité énergétique prioritaire. Cette situation a renforcé l'importance stratégique de l'Algérie, mais a également poussé des pays comme le Maroc à accélérer leurs plans de transition vers les énergies renouvelables (solaire et éolien) et l'hydrogène vert, afin de s'affranchir définitivement de la dépendance aux Choke Points maritimes du Moyen-Orient.

Polarisation politique et sécurité maritime

La crise a également exacerbé les clivages politiques régionaux. L'implication indirecte des grandes puissances (militarisation accrue de l'axe Mer Rouge-Méditerranée par les forces occidentales d'un côté, et percées diplomatiques de la Chine de l'autre) a forcé les États du Sud de la Méditerranée à des arbitrages diplomatiques complexes. L'Égypte s'est retrouvée prise en étau, devant préserver ses relations stratégiques avec les États-Unis (qui escortent les

navires dans le Golfe) tout en évitant de s'aliéner l'Iran ou ses partenaires régionaux, afin de négocier une désescalade indispensable à la réouverture sécurisée de Suez.

Pour conclure

Bien que l'automne 2026 montre des signes de normalisation progressive du trafic à travers le détroit d'Hormuz grâce aux escortes militaires et aux systèmes de contournement logistique, les cicatrices économiques sur la rive sud de la Méditerranée restent profondes. La crise aura fonctionné comme un révélateur brutal de la vulnérabilité systémique de cette région face aux chocs géopolitiques lointains. Elle a rappelé qu'en économie mondialisée, la fermeture d'un détroit situé aux portes de l'océan Indien peut instantanément impacter le prix du pain au Caire, la disponibilité du carburant à Tunis ou les équilibres budgétaires de Rabat.